



Les perspectives économiques 2015 de l'OCDE – 1^e partie

**Pour une politique économique et sociale alternative à celle
prônée par l'OCDE¹**

L'OCDE vient de publier ses perspectives économiques 2015² relatives à la situation économique et sociale de ses 34 membres. Les pays appartenant à cette organisation sont encore actuellement pour la plupart convalescents après avoir été frappés par la crise de 2008 et, ils tardent à se repositionner un sentier de croissance consolidée. Plus en détails, les dernières prévisions de cette organisation tablent sur une trajectoire de reprise de l'activité bien plus modérée au sein de la zone euro que dans l'ensemble des pays de l'OCDE et qu'aux Etats-Unis.

La zone euro toujours à la traîne en raison de la politique d'austérité menée

Ces perspectives de croissance moins favorables pour la zone euro par rapport à ses principaux partenaires commerciaux sont en réalité directement liées au fait que de nombreux pays se sont lancés dès 2010 dans une série de mesures d'austérité. Cette politique s'est traduite par une réduction marquée des dépenses en vue de réduire les déficits budgétaires afin de restaurer la confiance des marchés et de permettre à terme la relance de la croissance, la création d'emploi et la réduction de la dette.

Toutefois, après plus de cinq ans de mise en œuvre, l'austérité ne parvient même pas à réaliser ses propres objectifs qui étaient de réduire les déficits budgétaires afin de restaurer la confiance des marchés et des investisseurs et de permettre finalement la relance de la croissance et la réduction de la dette.

Par ailleurs, on observe que la zone euro présente un solde de ses administrations publiques bien moins déficitaire au cours de l'horizon des projections que ses principaux partenaires alors qu'en parallèle ses partenaires devraient quant à eux se repositionner sur des sentiers de croissance bien plus vigoureux à l'avenir. Ceci témoigne de la non-pertinence de la poursuite des politiques d'austérité au sein de la zone euro qui en réalité paralysent la reprise de son activité. Par conséquent, le Conseil ministériel de l'OCDE devrait s'inspirer des travaux de J. Stiglitz qui a observé qu' « il n'existe aucun exemple de grande économie pour laquelle l'austérité a permis la reprise de la croissance³ ».

Plus encore, force est de constater que l'austérité s'est non seulement révélée économiquement contre-productive mais aussi extrêmement nocive du côté des coûts humains colossaux qu'elle a générés dans son sillage.

¹ OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

² OCDE ; Perspectives économiques de l'OCDE ; volume 2015 Issue 1 ; 3 juin 2015.

³ « J'aimerais qu'Angela Merkel comprenne que l'austérité affaiblit l'économie. Elle augmente le chômage, diminue les salaires et creuse les inégalités. Il n'existe aucun exemple de grande économie pour laquelle l'austérité a permis la reprise de la croissance. »

J. Smialek (2013), « Stiglitz says more fiscal stimulus needed in U.S.: Tom Keene », Bloomberg, <http://www.bloomberg.com/news/2013-04-09/stiglitz-says-more-fiscal-stimulus-needed-in-u-s-tom-keene.html>





Ainsi, il serait souhaitable que le Conseil ministériel de l'OCDE propose des politiques alternatives permettant de relancer la croissance via la demande des ménages à revenus faibles et intermédiaires, d'une part, et via une politique favorisant l'investissement productif, d'autre part.

Le constat des inégalités croissantes n'est pas suivi de recommandations conséquentes

De fait, cette organisation a constaté par elle-même que les inégalités sociales⁴ « dans les pays de l'OCDE n'ont jamais été aussi élevées depuis que nous les mesurons » et, que « leur augmentation [...] entre 1985 et 2005 a coûté en moyenne près de 4,7 points de croissance cumulée dans les pays avancés ». Force est de constater que ce sont justement ces politiques d'austérité fondées sur des mesures fiscales régressives et à courte vue, ainsi que la forte réduction des dépenses, particulièrement dans les services publics (y compris éducation, santé et protection sociale...) qui ont littéralement décimé les mécanismes qui réduisent les inégalités et permettent une croissance plus équitable.

Ce sont évidemment les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables qui ont fait les frais de cette politique qui a érodé les services publics, les transferts sociaux et la négociation collective. La chute des dépenses allouées aux systèmes de protection sociale quelque fois associée à des privatisations a tout bonnement déprimé durablement la demande. Face à ce constat, il est évident que la reprise passera par une politique à la fois d'augmentation des salaires les plus faibles et intermédiaires ainsi que par la réduction des inégalités.

Dans ce contexte, les mesures visant à restaurer de solides investissements dans les compétences, l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie ainsi que dans les dépenses de santé s'avèrent indispensables pour atténuer les inégalités sociales.

L'OCDE quant à elle a gardé ses œillères et continue de marteler aveuglément dans son rapport que la hausse des coûts de santé sera un élément qui nécessitera de procéder à des réformes de l'action publique !

Le chômage reste élevé dans la zone euro

Par ailleurs, bien que cette organisation prévoit des taux de chômage extrêmement élevés au sein de la zone euro (au-delà de 10,5% !) au cours de son horizon de projections comparativement aux autres pays de l'OCDE et aux Etats-Unis, elle affirme que « des mesures visant à alléger les pressions exercées par les dépenses sociales sont indispensables ». La baisse des transferts sociaux dont les allocations chômage que cette organisation s'entête à recommander en suivant obstinément les dogmes néolibéraux n'a pourtant pas abouti dans de nombreux pays de la zone euro à endiguer le chômage au cours des dernières années.

L'étiologie de la persistance du chômage élevé au sein de la zone euro ne se trouve donc pas dans son indemnisation qui serait trop généreuse mais dans l'absence de véritable reprise de la croissance pour générer suffisamment d'emplois en vue de résorber le chômage à son niveau frictionnel. Plus encore, la flexibilisation sauvage

⁴ OECD ; In It Together: Why Less Inequality Benefits All ; 2015. - <http://www.oecd.org/fr/social/in-it-together-why-less-inequality-benefits-all-9789264235120-en.htm>





des marchés de l'emploi au nom d'un équilibre automatique prôné par les néolibéraux ont paupérisé non seulement les demandeurs d'emploi mais aussi les salariés au sein de la zone euro au cours des dernières années et cette politique a donc réduit la demande ce qui a considérablement affaibli reprise.

En outre, le retour des économies appartenant à l'OCDE sur un sentier de croissance consolidée passe donc aussi via la reprise de l'investissement productif en vue de créer suffisamment d'emplois pour réduire substantiellement le chômage. Sur ce point, le rapport de cette organisation indique que la croissance de la part des bénéficiaires au détriment des salaires dans certaines économies n'a pas forcément induit une croissance des investissements ou alors une croissance des investissements faible par rapport aux cycles précédents.

Dans ce contexte, il est évident que l'OCDE devrait absolument adopter une approche beaucoup plus complète de la gouvernance et de l'ensemble de la chaîne d'investissements. Ceci signifie concrètement qu'elle devrait recommander de moindres rémunérations des dirigeants d'entreprises et en particulier de leurs bonus et de leurs stocks options mais aussi une baisse significative de l'octroi de dividendes et de plans de rachat d'actions qui réduisent la capacité des entreprises à investir leurs bénéficiaires. C'est donc la problématique du partage de la valeur ajoutée qui doit être rediscutée au sein de cette organisation en vue de favoriser le pouvoir d'achat des salariés et l'investissement productif afin de relancer la croissance via la demande et de réduire le chômage.

En résumé, l'OCDE continue dans ce rapport à prôner des politiques d'austérité alors qu'elle observe par elle-même les effets délétères de ces politiques sur la croissance et les marchés du travail au sein de la zone euro.

L'OCDE cherche à guérir la maladie en tuant le patient

En effet, les gouvernements de la zone euro ont répondu à la crise avec un modèle d'austérité et d'ajustement qui n'a pas permis de relancer la croissance pour résorber les déficits mais qui produit déjà ses effets en termes d'inégalités, de pauvreté et de sévère aggravation du chômage.

La politique d'austérité prônée par le Conseil ministériel de l'OCDE à ce sujet est donc en réalité un médicament qui cherche à guérir la maladie en tuant le patient.

Par conséquent, il devient urgent que l'OCDE prenne conscience que des politiques alternatives existent et qu'il est indispensable de les mettre en place afin d'éviter à devoir faire face à une décennie perdue voire à une génération perdue car à l'heure actuelle la poussée du chômage des jeunes risque de les sacrifier sur l'autel des théories économiques néolibérales.

Dans un commentaire séparé, la CSL revient demain sur le volet luxembourgeois du rapport de l'OCDE.

Luxembourg, le 03.06.2015

communiqué N°10

Personne de contact : M. Sylvain Hoffmann T.27 494 214 sylvain.hoffmann@csl.lu

3/3

CP /10/15



Chambre des salariés
18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T. +352 27 494 200
F. +352 27 494 250
www.csl.lu csl@csl.lu